



Communiqué de presse

## IL Y A URGENCE POUR UNE AUTRE POLITIQUE AGRICOLE

Depuis plusieurs jours, la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) multiplie les actions de blocage pour dénoncer les pertes de revenus des éleveurs laitiers, bovins et porcins, mettant en cause la grande distribution et les industriels du secteur.

Les actions menées font l'objet d'une complaisance particulière des forces de l'ordre qui tranche singulièrement avec les réactions face aux manifestations de salariés et la volonté de criminalisation de leurs actions syndicales.

Or la situation « de crise agricole » est le résultat des politiques libérales menées depuis de nombreuses années par les gouvernements successifs. Si de nombreux éleveurs bovins voient leurs revenus baisser, d'autres en profitent largement. Il s'agit notamment des grands groupes, laitiers et de la viande, de la grande distribution qui profitent largement de la loi de modernisation de l'économie de Sarkozy qui lui octroie des privilèges exorbitants dans la guerre des prix et de quelques agri-managers trustant les postes clés de l'agriculture.

La fin des quotas laitiers décidée par l'Union Européenne dans le cadre de la libéralisation totale des marchés en vue du traité Transatlantique va encore accélérer cette guerre des prix avec pour conséquence la mort programmée de milliers d'élevages laitiers.

Les salariés de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution sont également les victimes de cette course au profit et à la rentabilité. Bas salaires, mauvaises conditions de travail, licenciements sont le lot quotidien des salariés sacrifiés aux logiques capitalistes.

En Bretagne, le plan agricole et agroalimentaire est un des 3 piliers du Pacte d'Avenir.

Les 2 autres étant des mesures d'urgence en matière d'accompagnement des salariés victimes des plans sociaux et des mesures de soutien à la compétitivité des entreprises notamment par le renforcement du dialogue social.

Un point devra être fait au niveau régional sur l'ensemble du dossier qui dépasse largement la question du prix d'achat des productions agricoles.

Il faut véritablement un changement fondamental d'orientation pour favoriser une nouvelle organisation des filières de l'élevage mettant au cœur une juste rémunération des salariés et des producteurs, garantissant le développement de l'emploi et de nos industries, la souveraineté alimentaire de notre pays et permettant aux consommateurs un accès à une nourriture saine, accessible à tous à des prix socialement justes.

La CGT, au niveau national, par le biais de la fédération nationale agroalimentaire et forestière demande la convocation d'urgence du Conseil Supérieur d'Orientation Agricole réunissant l'ensemble des parties concernées, agriculteurs, industriels, salariés et distributeurs afin de mettre en œuvre cette réorientation de la politique industrielle et agricole

Rennes, le 27 juillet 2015